



Lettre n° 242 du 29 mai 2022

Au sommaire :

- **Viol, violences faites aux femmes, les dramatiques conséquences des rapports de pouvoir et de domination que défend et justifie ce gouvernement** - Galia Trépère
- **Sommet mondial de Davos, bruits de bottes, crise alimentaire, récession et menace de krach, crise climatique, la marche à la catastrophe** - Daniel Minvielle

## **Viol, violences faites aux femmes, les dramatiques conséquences des rapports de pouvoir et de domination que défend et justifie ce gouvernement**

« Nous sommes indignées de voir **Gérald Darmanin** et **Damien Abad**, mis en cause pour viols, respectivement reconduit ou nommé ministres de l'Intérieur et des solidarités, et **Eric Dupont-Moretti**, le pourfendeur de **#MeToo** qui a traîné dans la boue les victimes de **George Tron**, nommé ministre de la Justice. 5 ans après **#MeToo**, nous en sommes encore là ! », indiquait « Nous toutes » dans son appel à manifester le 24 mai après la formation du nouveau gouvernement Borne. La preuve s'il en était besoin que le mépris, le sexisme et les violences faites aux femmes sont partie intégrante du pouvoir des classes possédantes. L'affaire Abad, l'ancien dirigeant du groupe LR à l'Assemblée nommé ministre des solidarités malgré les accusations de viol portées contre lui en est une démonstration lamentable et éclatante.

### **« Pas de violeur à l'Intérieur et aux Solidarités, pas de complice à la Justice ! »**

Non seulement il a été nommé ministre alors que tout laisse croire que l'Élysée et Matignon étaient au courant puisque l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en avaient averti les groupes LR et LREM de l'Assemblée, mais une fois les faits rendus publics par Médiapart, Abad a été laissé en poste au nom de la présomption d'innocence. Celle-ci n'est pourtant pas contradictoire avec un principe de précaution qui consiste à suspendre les activités d'un homme mis en cause par la parole d'une ou plusieurs femmes qui disent avoir été ses victimes, le temps de l'enquête. Mais apparemment ni pour Macron et son gouvernement, ni pour la Justice, il n'est question d'enquête.

« Pas de violeur à l'Intérieur et aux Solidarités, pas de complice à la Justice ! », scandaient avec raison les manifestantes. Avant Abad, il y avait eu en juillet 2020 la promotion au ministère de l'Intérieur de Darmanin alors qu'il était sous le coup d'une plainte pour viol et Dupont-Moretti qui l'avait défendu déjà au nom de la présomption d'innocence, s'était auparavant signalé par des injures grossières contre MeToo – « y a aussi des 'folasses' dans le mouvement #MeToo qui racontent des conneries et engagent l'honneur d'un mec qui ne peut pas se défendre car il est déjà crucifié sur les réseaux sociaux »- en défense de Georges Tron qui a depuis été condamné pour viol.

Cela fait décidément beaucoup pour un gouvernement qui a réaffirmé, comme il l'avait déjà fait en 2017, que la priorité du quinquennat était la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ! Et Macron qui voulait donner de lui l'image d'un féministe en nommant une femme Premier ministre, n'a eu aucun scrupule à faire endosser à Elisabeth Borne cette indignité comme s'y était pliée aussi Schiappa lorsqu'elle était devenue en juillet 2020 ministre déléguée de Darmanin après avoir été secrétaire d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes.

En couvrant Abad et Darmanin, l'ancien ministre Hulot, le présentateur vedette PPDA, les pouvoirs en place, le gouvernement, la justice envoient des signaux clairs à l'ensemble de la société, aux hommes auteurs de violences, aux patrons ou aux cadres harceleurs, aux policiers qui ne jugent pas utile de donner suite à la plainte d'une femme, aux magistrats qui classent nombre de plaintes sans suite ou concluent à des non-lieux. Quoi d'étonnant à ce que Bouthier, patron d'Assu 2000, une des 500 premières for-

tunes de France, ait pu s'approprier pendant des années le corps et le travail de très jeunes filles réduites en esclavage avant d'être mis en examen et en détention le 21 mai dernier pour traite d'êtres humains mineurs et viols sur mineurs ! Un concentré de la logique du pouvoir absolu dont se croient investis les détenteurs du capital parfois jusqu'à la folie individuelle la plus barbare.

## **Le combat contre les violences faites aux femmes, un combat contre les rapports de domination**

Ce sont les mobilisations féministes qui ont imposé par leur détermination et le courage de leur parole la reconnaissance publique des crimes contre les femmes, que ce soient les féminicides -653 depuis 2017- ou les viols et agressions sexuelles. Ce sont elles qui ont permis que soient mises en lumière les violences monstrueuses de l'inceste et du viol dans le secret du couple et des familles, de la pédophilie dans le silence de l'Église catholique, des agressions sexuelles et des viols dans les sphères de pouvoir et les institutions.

*« Au nom des 94 000 victimes de viols par an, des 220 000 femmes victimes de violences au sein de leur couple, des victimes d'inceste, de LGBTQIphobies : tant que l'impunité des agresseurs perdurera, tant que vous n'engagerez pas des moyens financiers et matériels à la hauteur de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, nous marcherons ! »,* dénonce « Nous toutes ».

Oui, c'est seulement par nos mobilisations que nous pourrions imposer les moyens financiers et matériels nécessaires pour assurer une protection aux femmes victimes de violences et à leurs enfants, pour leur permettre de quitter le domicile conjugal, pour la construction de foyers d'accueil en nombre, le recrutement d'un personnel spécialisé, etc. De même aussi pour faire reconnaître les viols et agressions sexuelles comme un véritable crime contre les personnes.

Les violences sexistes et sexuelles, les agressions contre les femmes ou contre les personnes LGBTQI sont le pas-

sage aux actes du mépris machiste, de l'arrogance masculine, conséquences des inégalités entre les hommes et les femmes et de la domination masculine, constitutives de la société de classe, de l'exploitation et de l'oppression sociales. Toutes les différences y sont utilisées pour justifier un surcroît d'exploitation, tenter de diviser les opprimé.es entre elles/eux, voire de les dresser les un.es contre les autres. Ce sont les mêmes mécanismes, les mêmes logiques qui sont à l'œuvre dans le racisme, dans l'utilisation des différences d'origine et de couleur de peau.

L'évolution des rapports sociaux, le combat pour les droits démocratiques, pour les droits des femmes, ont fait reculer les inégalités entre les sexes, l'oppression des femmes, les discriminations de genre mais ces avancées démocratiques sont sans cesse menacées par la politique réactionnaire que les classes dirigeantes d'un système en crise imposent à l'ensemble de la population. On peut le voir entre autres aux États-Unis où le droit à l'avortement est remis en cause.

Ce gouvernement qui a fait le choix d'abriter des hommes suspectés de viol et d'agressions sexuelles est aussi peu crédible lorsqu'il prétend lutter contre les violences faites aux femmes que lorsqu'il parle d'améliorer les conditions de vie de la population ou de trouver des solutions à la crise écologique. A l'exemple des femmes qui luttent ici et à travers le monde, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Notre lutte est une lutte d'émancipation collective pour imposer à tous le respect de toutes et, ensemble, femmes et hommes, travailleur.se, jeunes, imposer les mesures qui répondent aux besoins de la lutte contre les violences faites aux femmes comme celles répondant aux besoins de la population. En tissant des liens de solidarité entre nous, en faisant converger nos combats, nous contribuons à créer une conscience commune et un rapport de forces qui permettront de venir à bout de ces rapports de domination et de cette violence, de construire un monde de sororité et de fraternité libéré de toutes les formes de violence sociale et de discriminations.

Galia Trépère

---

## **Sommet mondial de Davos, bruits de bottes, crise alimentaire, récession et menace de krach, crise climatique, la marche à la catastrophe**

Le sommet économique mondial de Davos 2022 s'est achevé jeudi. Ce rendez-vous annuel des prétendues « élites » économiques du monde, grands patrons, économistes et dirigeants politiques, « *entre-soi [...] où l'on réseaute et communité dans l'optimisme pour résoudre les maux de la planète* » selon la formule du Monde, s'est déroulé cette année sans la participation de la Russie, pour cause de guerre, et de la Chine, pour cause de covid.

L'optimisme n'était pas vraiment de la fête. Alors que la guerre en Ukraine en est à son troisième mois, que la

pandémie de covid continue de perturber l'économie mondiale, les « *maux de la planète* » s'accumulent et s'aggravent, dans une fuite en avant face à laquelle les maîtres du monde se savent impuissants et paniquent. « *Davos : inquiétude et morosité pour un forum un peu dépeuplé* » titrait Challenges...

Le sommet s'est ouvert alors qu'Oxfam venait de publier une mise à jour de son rapport annuel sur les inégalités, mettant en évidence la vitesse à laquelle elles s'accroissent sur fond de guerre et de pandémie. Bénéficiant de

l'explosion des prix sur les matières premières minières, énergétiques et agricoles, les grands actionnaires des multinationales de ces secteurs ont vu leurs fortunes s'envoler, au point qu'un nouveau milliardaire est apparu en moyenne toutes les 30 heures au cours des deux dernières années. Pendant ce temps, du fait de l'augmentation exponentielle du coût de la vie, des millions de personnes tombent dans la misère la plus extrême. Selon le PAM (Programme alimentaire mondial, un organisme de l'ONU), 811 millions de personnes, un septième de l'humanité, « *se couchent le ventre vide* » chaque soir ; le nombre de personnes souffrant de « *grave insécurité alimentaire* » est passé de 135 millions en 2019 à 276 millions l'année dernière et devrait atteindre 323 millions cette année. Le nombre de celles « *actuellement au bord de la famine* » et qui risquent de « *mourir de faim* » approche 50 millions.

Les classes dominantes et leurs États craignent comme la peste les conséquences politiques qu'une telle situation, accentuée par la dégradation des conditions climatiques, ne peut manquer d'avoir. A quoi s'ajoutent les effets de la désorganisation des chaînes mondiales de production et d'échange, une baisse de la productivité qui fait craindre une récession économique généralisée, tandis que sur les Bourses mondiales les capitalisations de nombreux grands groupes s'effritent de jour en jour et que le risque de krach lié à l'endettement massif des États comme des entreprises et des particuliers augmente au rythme de la hausse des taux d'intérêt.

Le petit monde de Davos se trouve confronté à la réalité des évolutions de l'organisation économique et sociale dont il tire ses richesses indécentes, des évolutions qui conduisent le capitalisme à la faillite, et l'humanité à la catastrophe.

## **Après la pandémie, la guerre et la militarisation de la concurrence mondialisée accélèrent la faillite capitaliste**

Ouvert avec la menace d'une catastrophe alimentaire majeure, Davos s'est poursuivi sous le signe de la guerre. Zelenski et un de ses ministres sont intervenus en visio pour exiger des « démocraties » et de l'Otan une intervention plus directe et vigoureuse contre la Russie... La présidente du parlement européen, Ursula Von der Leyen, s'est étendue sur les perspectives qu'ouvriraient l'intégration de l'Ukraine à l'UE... Le secrétaire général de l'Otan est venu expliquer que « *la liberté est plus importante que le libre-échange* », que « *la protection de nos valeurs est plus importante que le profit* » ... Traduit en langage clair, le chef de guerre délégué de Biden est venu dire aux congressistes que la priorité était désormais à la défense des intérêts des classes dominantes US, « *America is back* », quel qu'en soit le coût économique... et militaire, un discours visant surtout à préparer l'opinion à la mondialisation de la guerre. Pendant ce temps, Biden participait à Tokyo à une réunion du Quad, association regroupant l'Inde, l'Australie, le Japon et les USA et ouvertement dirigée contre la Chine.

L'évolution en cours d'une économie mondiale globalisée vers une concurrence plus acharnée au risque d'une fragmentation, l'émergence d'un monde multipolaire où le nationalisme vient justifier la guerre économique, voire la guerre tout court, s'est ainsi invitée à Davos 2022. Pour les médias, cela marquerait le « *passage d'un monde régi par l'économie à un monde soumis au géopolitique* »... Comme si la politique des multinationales n'était pas depuis toujours une politique économique façonnant les rapports géostratégiques en fonction de leurs intérêts « économiques », c'est à dire financiers ! Ce qui change en réalité, c'est que l'état de guerre permanent qui règne sur le monde capitaliste est resté pendant longtemps contenu par la « *pax americana* », l'hégémonie des USA. Mais cette dernière s'est érodée, résultat des évolutions qui se sont produites au sein de l'économie mondiale, globalisée et mondialisée à l'initiative des Etats-Unis et de leurs alliés pour répondre à la soif de profit de leur oligarchie financière. Pendant la période de prétendue « *mondialisation heureuse* » - de la chute de l'URSS à la crise de 2007-2008 - d'autres rapports de force économiques se sont construits, l'émergence de la Chine devenue en quelques décennies l'« *usine du monde* », mais aussi l'Inde, le Brésil, la Russie, etc., qui entendent bien faire valoir les intérêts de leurs propres classes dominantes dans le jeu de la concurrence internationale. Cela tandis que les USA s'enlisaient militairement au Proche Orient et en Afghanistan, au point de devoir s'en retirer piteusement, laissant derrière eux des champs de ruines économiques, sociales et politiques. En réponse à l'affaiblissement et à la contestation de leur domination sur le monde, les USA s'engagent, depuis Trump et avec Biden, dans une guerre commerciale accentuée et un déploiement militaire sans précédent.

L'exacerbation de la concurrence mondialisée, conséquence de la marche à la faillite du capitalisme, tend à fragmenter le monde en blocs opposés qui se préparent à la guerre à travers une course effrénée à l'armement, et y compris s'y engagent. Cet état de guerre ouverte chronique ne peut, en retour, qu'accélérer cette marche à la faillite, on en a une claire démonstration avec le conflit en Ukraine.

## **Une prétendue « démondialisation » qui répond aux intérêts immédiats des multinationales**

« *La crise du Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont eu raison de l'organisation industrielle mondiale qui a prévalu pendant quatre décennies. Le juste-à-temps, le zéro stock ne sont plus de mise dans une période marquée par les ruptures d'approvisionnement et les pénuries. Conscients de leur vulnérabilité et de leur degré de dépendance, les groupes industriels pensent à relocaliser, amplifiant par leurs choix la fragmentation du monde.* » écrit Martine Orange dans Médiapart. <sup>1</sup>

Les grands groupes industriels attendaient un retour à la normale après les désorganisations créées dans les

chaînes de production et d'approvisionnement par les mesures prises pour contrer la pandémie de covid. Ce retour à la normale ne s'est pas produit et ne pouvait pas se produire. Le système globalisé de production et de logistique qui existait avant le déclenchement de la pandémie n'était pas le produit d'un plan rationnel qui aurait permis une politique coordonnée face à la pandémie pour ensuite permettre de remettre la machine en route. La pandémie, à laquelle s'ajoutent aujourd'hui les perturbations créées par la guerre en Ukraine, ont accentué les déséquilibres qui s'étaient mis en place au cours de 40 dernières années, produit des évolutions des rapports de force entre multinationales concurrentes et la lutte des classes.

Les grandes entreprises redéployent leur politique avec l'aide des États pour tirer le maximum de profits de ces nouveaux bouleversements qui s'imposent à elles. Nombre d'entre elles revoient leurs sources et circuits d'approvisionnement, cherchent comment raccourcir les chaînes, envisagent de rapatrier leurs usines sur le territoire national ou des « pays amis ». Entre autres cas, le fabricant de microprocesseurs Intel, qui avait délocalisé ses productions en Asie en 1990, investit 20 milliards pour construire des usines aux USA et a prévu d'en implanter une à Berlin. L'État US n'est pas en reste. Un plan de 52 milliards est en discussion au Congrès, destiné à financer des usines de production des semi-conducteurs dont de multiples entreprises, à commencer par celles de l'automobile, ne peuvent se passer. Une même politique est en discussion au sein de l'UE, pour tenter de développer un accès plus sécurisé aux ressources en métaux rares indispensables aux évolutions dans la construction automobile et autres, pour la production de batteries, de puces électroniques...

Dans les discours officiels, cette « démondialisation » aux frais des États est parée de diverses vertus et trouve toutes sortes de justifications en particulier en flattant les préjugés souverainistes et nationalistes. Elle participerait, entre autres, de la lutte contre le réchauffement climatique, de la transition énergétique, elle permettrait de raccourcir les circuits, de mieux contrôler l'accès aux ressources et d'en assurer la durabilité. Elle permettrait de créer des emplois sur place... C'est du baratin, la tentative de peindre en vert ce qui n'est que la poursuite, par les États, de la politique du « quoi qu'il en coûte », permettre à coup de milliards d'argent public à quelques grands groupes de maintenir en vie leur machine à profit. Et cela sans espoir que cela puisse relancer la croissance alors que les marchés solvables capables d'absorber les marchandises produites se réduisent du fait de leur fragmentation et de l'inflation qui réduit drastiquement le pouvoir d'achat. Dans ces conditions, garantir les profits ne pourra se faire qu'au prix d'une surexploitation des travailleurs, d'une aggravation du pillage des ressources naturelles et du saccage écologique. Quant aux milliards engagés par les États, ils viennent s'ajouter aux montagnes de dette dont l'effondrement n'attend qu'un élément déclencheur.

## **Dette, spéculations, inflation, taux d'intérêt, la finance au bord de la banqueroute**

Sur le plan financier, une machine infernale s'est constituée au fil des années, alimentée par l'endettement massif des États, des entreprises et des particuliers. Les quantités astronomiques d'argent gratuit injecté depuis des années par les banques centrales sous forme de rachat aux banques de titres de dette et grâce à des taux directeurs très bas voire négatifs, ont permis aux institutions de crédit privées, banques, assureurs, fonds d'investissement, de prêter de l'argent à des taux très bas, voire nuls ou négatifs pour certains États. Une forme de cavalerie financière s'était mise en place, où il suffisait d'emprunter de nouveau pour rembourser le capital de l'emprunt précédent, alors que les intérêts ne grevaient les budgets que faiblement, voire pas du tout.

Mais ce beau mécanisme est en train de se gripper. Les taux d'intérêt repartent à la hausse, effet collatéral d'une inflation qui s'est installée pour durer. Les intérêts devenant de plus en plus élevés, il est de plus en plus difficile aux États, aux entreprises et aux particuliers d'assurer le paiement de leurs échéances. Et ce phénomène ne peut que s'amplifier pour en fin de compte se répercuter sur les institutions de crédit elles-mêmes, dont les coffres se remplissent de titres de dette insolubles. Une situation identique à celle de 2007-2008 se prépare, mais en bien pire. La montagne de dette est bien plus haute qu'en 2007 et les États, qui avaient pu alors, en s'endettant, sauver les banques de la faillite, sont eux-mêmes aujourd'hui au bord, voire déjà en banqueroute.

Les banques centrales et leur politique monétaire sont impuissantes à juguler cette marche à l'abîme, tout comme elles le sont face à la flambée des prix. Elles tentent actuellement de réduire progressivement l'injection massive d'argent gratuit dans le système financier, de remonter les taux auxquels elles prêtent de l'argent aux banques. Mais elles risquent, ce faisant, de provoquer une panique boursière d'autant plus dévastatrice que l'écart entre les capitalisations boursières et la valeur réelle des entreprises n'a jamais été aussi grand. Cette panique ne s'est pour l'instant pas produite, mais les bulles spéculatives boursières ont bien commencé à se dégonfler, en particulier dans le secteur dit de la « tech ». Aux USA, le Nasdaq a perdu 25 % de sa valeur en 6 mois après une dizaine d'années de croissance quasi continue. Sur la même période, l'action de Google a perdu 26 %, 37 % celle d'Amazon.

L'inflation, elle, ne fléchit pas, bien au contraire. La Commission européenne, qui tablait sur 3,5 % pour l'UE sur l'année, vient de revoir sa prévision à la hausse : elle pourrait atteindre 6,1 %, voire 6,8 % et même jusqu'à 9 % en cas d'arrêt total de l'importation de gaz et de pétrole russes, tandis que la croissance ne dépasserait pas 2,8 %. Et le Commissaire européen à l'économie prévient : « *D'autres scénarios sont possibles, dans lesquels la croissance pourrait être plus faible et l'inflation plus élevée que ce que nous prévoyons aujourd'hui.* »

Loi de l'offre et de la demande oblige, la flambée des prix serait la conséquence, nous dit-on, des pénuries de matières premières agricoles, minières, énergétiques résultant de la guerre, tel le blé d'Ukraine et de Russie, les perturbations dans les exportations de gaz et de pétrole russes... Mais si les destructions qui ravagent l'Ukraine en ce moment hypothèquent gravement les récoltes futures, des milliers de tonnes de blé n'en existent pas moins aujourd'hui, bloquées dans les ports ukrainiens par le blocus imposé par la marine russe, ou immobilisées en Russie du fait des sanctions économiques imposées à cette dernière. Ces pénuries ont aussi et surtout pour cause la guerre pour les profits que se livrent les divers belligérants.

Cela offre aux requins qui spéculent sur les marchés des matières premières minières, de l'énergie et des matières premières agricoles l'opportunité de faire des stocks, en attendant, pour vendre, que les prix s'envolent. Des fortunes indécentes se construisent ainsi, comme le dénonce le rapport d'Oxfam. Les conséquences se répercutent progressivement à l'ensemble de l'économie, par une sorte d'effet domino qui fait que, parties des matières premières, les hausses se propagent à l'ensemble des biens et services. Rien ne peut interrompre ce processus, cette spirale prix-profits, sinon l'intervention directe de ses principales victimes, les classes populaires, les travailleurs réduits à la misère, pour défendre leurs propres intérêts, imposer leurs propres solutions.

## **La guerre des USA et de leurs alliés pour la domination du monde entraîne l'humanité vers la catastrophe**

Les classes dominantes, les dirigeants politiques, les commentateurs aux ordres voudraient nous faire croire que la situation actuelle est la conséquence de causes accidentelles, l'apparition d'un virus, l'accès de folie d'un autocrate, qui détraqueraient tout sur leur passage...

Mais le covid n'est pas un effet du hasard, il est une conséquence des déséquilibres écologiques créés par l'expansion d'un système économique qui ne connaît d'autre loi que celle du profit immédiat. Quant à la guerre en Ukraine, déclenchée et conduite avec une brutalité sans nom par le dictateur Poutine, ses causes profondes ne peuvent se réduire à la soif de conquête de ce dernier ou à sa folie des grandeurs. Les USA et leurs alliés y ont toute leur part de responsabilité, du fait d'une stratégie militaire délibérée qui, depuis la chute de l'URSS, n'a cessé d'accumuler des forces autour des frontières de la Russie, chacun étant bien conscient que cela ne pouvait être pris que comme une provocation. Biden, loin de tenter de désamorcer la situation par la voie diplomatique avant le déclenchement de l'offensive, n'a cessé, au contraire, d'en rajouter dans la provocation. Comme le formulait récemment un général de l'armée française intervenant comme spécialiste sur un plateau télé, les USA, en fournissant des armes à l'Ukraine, font la guerre à Poutine en utilisant le peuple ukrainien comme chair à canon... Cette guerre des

USA, c'est une guerre pour la domination du monde, la reconquête de leur hégémonie. Elle vise aujourd'hui la Russie de Poutine tout en adressant un avertissement à leur principal concurrent, la Chine.

Les USA et leurs alliés portent ainsi une part des responsabilités dans les destructions, les déportations, les massacres, les exactions odieuses perpétrés par les troupes aux ordres de Poutine. Comme ils sont responsables des conséquences multiples que cette guerre a sur l'aggravation de la crise globale du capitalisme financiarisé mondial, dont les victimes se comptent par centaines de milliers, celles qui meurent sous les bombes en Ukraine et ailleurs, celles qui meurent de misère, des conséquences de la crise climatique ou celles qui meurent en tentant de franchir la Méditerranée et autres frontières.

Leur politique extérieure arrogante et belliciste est une façon d'exporter la crise interne qui ravage la première puissance mondiale, une décomposition sociale qui engendre les meurtres de masses comme à Buffalo ou au Texas, terribles symptômes de la violence engendrée par la politique des classes capitalistes, une condamnation.

## **Un plan pour faire face à la catastrophe annoncée ou la nécessaire intervention des travailleurs et des peuples**

Cette marche à la catastrophe n'est pas une fatalité. Les forces existent pour y mettre un terme, qui s'expriment depuis des années un peu partout dans le monde, en se mobilisant contre l'insupportable, la misère, le déni démocratique, les oppressions de toute sortes. Elles portent en elle la seule solution envisageable, une révolution sociale, le renversement du mode de production capitaliste failli, son remplacement par une autre organisation sociale et économique, débarrassée de la propriété privée des moyens de production et d'échange, des lois destructrices et mortifères des marchés et de la concurrence.

Garantir les droits sociaux de chacun passe nécessairement par la remise en cause de la capacité de nuire de l'oligarchie financière, qui pousse des millions d'individus dans la misère extrême. L'expropriation des institutions financières privées et leur regroupement au sein d'une institution financière publique ayant le monopole du crédit et de la politique monétaire, placée sous le contrôle de la population, permettraient d'en finir avec la spéculation en abolissant les marchés financiers ; d'en finir avec la course à l'endettement qui conduit tout droit au krach, en annulant les dettes publiques comme privées ; de mettre en œuvre un système de crédit dont la finalité serait de financer les investissements nécessaires à la satisfaction des besoins de la société.

Prendre le contrôle de l'économie, c'est aussi prendre le contrôle de l'appareil de production et d'échange, c'est-à-dire en priorité des multinationales qui le structurent à travers leurs filiales et sous-traitants, en expropriant leurs actionnaires. Débarrassée d'un pouvoir patronal dont la seule perspective est la réalisation des profits, débarrassée du diktat des marchés et de la concurrence, la pro-

duction pourrait ainsi être organisée en vue des besoins à satisfaire, définis à travers une planification établie démocratiquement en mettant en œuvre les moyens modernes de collecte d'informations. Une telle planification mettrait fin aux gaspillages considérables de travail et de ressources naturelles générés par la concurrence que se livrent les entreprises capitalistes.

Elle est aussi le seul moyen de stopper la fuite en avant vers une catastrophe écologique. La question de la planification écologique est un des sujets des débats électoraux entre Macron et Mélenchon. Chacun y va de ses arguments, de ses solutions pour tenter de se différencier de l'autre. Mais les deux restent fondamentalement sur un même terrain, dans le cadre institutionnel, d'un État au service des classes dominantes.

L'urgence écologique ainsi que l'urgence sociale et démocratique, ne trouveront de solution que dans l'intervention des travailleurs et des peuples pour prendre le contrôle de l'économie, construire leur propre État pour exproprier les grands groupes financiers, les multinationales, les placer sous le contrôle des salariés et de la population et planifier la production en fonction des besoins du plus grand nombre et dans le respect des équilibres écologiques indispensables à la vie.

*Daniel Minvielle*

1 <https://www.mediapart.fr/journal/international/130522/le-grand-dereglement-de-la-machine-mondiale-de-production>